



# LE KAZAKHSTAN À LA CROISÉE DES CHEMINS

**Claude MONIQUET**

**Président de l'European Strategic Intelligence and Security Center (ESISC)**

*Dimanche prochain, le 20 novembre 2022, les Kazakhs se rendront aux urnes pour élire leur prochain président. En temps normal, cette élection, dans un lointain pays d'Asie centrale, intéresserait probablement fort peu un public européen. Pourtant, l'Union européenne – et plusieurs capitales – auront les yeux braqués sur cet immense pays. En effet, l'élection se déroule dans un double contexte : celui des modernisations et de la démocratisation voulues par le président Kassym-Jomart Tokaïev à la suite des graves troubles de janvier dernier et celui de la guerre en Ukraine et de la rupture européenne avec Moscou qui force Bruxelles à rechercher de nouveaux partenaires énergétiques pour remplacer le partenaire russe.*

## **Executive Summary**

Le 20 novembre prochain, le Kazakhstan sera appelé aux urnes pour une élection présidentielle. Celle-ci se déroule dans le contexte des réformes ambitieuses lancées par le président Kassym-Jomart Tokayev mais également dans la foulée des événements dramatiques qui ont ensanglanté le pays au début du mois de janvier 2022.

Ce qu'il faut savoir :

- Le Kazakhstan, plus grand et plus riche pays de l'Asie centrale ex-soviétique, est indépendant depuis décembre 1991 après des siècles d'occupations étrangères, entre autres russes puis soviétique ;
- Entre 2021 et 2019, le pays a été dirigé par une main de fer par Nursultan Nazarbayev, ancien Secrétaire général du Parti communiste local, « réélu » à cinq reprises avec des scores pharaoniques ;
- Le régime Nazarbayev s'est caractérisé par des violations des Droits de l'homme massives et constantes, le népotisme et la corruption (des dizaines de milliards de dollars, au moins ont été détournés par l'ancien président, sa famille et ses alliés) ;

- Confronté à une importante contestation sociale, Nazarbayev a démissionné en mars 2019, après 28 ans de pouvoir absolu. Le président du sénat, Kassym-Jomart Tokayev (KJT) lui a succédé (« ad interim ») avant d'être élu lors d'un scrutin anticipé en janvier 2020 ;
- Après son élection, KJT s'est lancé dans une politique de réformes mais il restait fortement « encadré » par Nazarbayev (qui avait conservé d'importantes fonctions) et son entourage qui contrôlait, entre autres, les services de sécurité ;
- En janvier 2022, des troubles provoqués par une forte hausse du prix des carburants ont éclaté. Après le pillage des arsenaux par des émeutiers, ces troubles ont dégénéré en affrontements ouverts (les 5 et 6 janvier) à Almaty, capitale économique du pays, et dans d'autres villes. Ces événements ont fait 238 morts et plus de 4 000 blessés avant que l'ordre soit rétabli ;
- Les conditions dans lesquelles les incidents ont éclaté puis se sont développés accréditent l'idée qu'ils ont constitué une tentative de coup d'Etat dirigée par les proches de Nursultan Nazarbayev et visant à ramener le vieil autocrate ou l'un de ses alliés au pouvoir dans le but de mettre fin à des réformes qui menaçaient les possesseurs des biens mal acquis entre 1991 et 2019. En conséquence de quoi, Nazarbayev et ses proches ont été écartés de toutes leurs fonctions tandis que des enquêtes étaient ouvertes ;
- Dans les mois qui ont suivi le retour au calme, le rythme des réformes s'est accéléré dans le but de moderniser les institutions et de démocratiser le pays en limitant les pouvoirs présidentiels mais en élargissant ceux du Parlement et en libéralisant les possibilités d'expression de la société ;
- Dans le même temps, à compter de l'agression russe contre l'Ukraine, le 24 février 2022, le président Tokayev a pris ses distances avec Moscou : Astana a fermement condamné l'invasion, annoncé qu'elle ne reconnaîtrait aucune annexion puis a accueilli les déserteurs fuyant la mobilisation partielle. Cette attitude tranche totalement avec la dépendance vis-à-vis de Moscou qui caractérisait la politique étrangère de Nazarbayev ;
- Astana s'est, au contraire, tournée vers l'Europe à laquelle elle entend s'associer de plus en plus étroitement, ce qui est à la fois positif pour l'U.E. (à la recherche de nouveaux partenaires énergétiques pour compenser les effets de la rupture avec Moscou) et pour le développement économique et social du Kazakhstan et l'approfondissement des réformes ;
- L'élection du 20 novembre sera un test de la bonne volonté du nouveau régime et devrait donner un nouvel élan aux réformes ;
- Le Kazakhstan et ses progrès doivent être observés de près mais en les jugeant à l'aune des réalités objectives (sa situation sociale, son passé, son absence d'expérience réelle de la démocratie parlementaire) et non selon des chimères et autres vœux pieux dont nous avons vu, ces dernières années (entre autres lors des soi-disant « Printemps arabes ») qu'ils ne conduisaient à rien.

Pour bien saisir ce qui sera en jeu le 20 novembre, un rappel historique s'impose.

## 1- Sous la domination russe

Habité depuis des milliers d'années, le Kazakhstan se trouve au carrefour de l'Europe et de l'Asie et a été une étape essentielle des « Routes de la soie » dans l'antiquité et au moyen-âge. Peuplé de nomades pratiquant l'élevage mais dotés d'une riche civilisation, le pays a été intégré dans l'empire mongol durant des siècles avant de passer sous domination ouzbèke. A partir du XVIIIème siècle, mais surtout à l'époque du « Grand Jeu »<sup>1</sup> qui, au XIXème, a opposé la Russie et la Grande-Bretagne, il a basculé peu à peu dans l'orbite de l'Empire russe qui y a installé les garnisons qui lui permettront d'étendre son pouvoir sur toute la région.

La domination russe est mal vécue par les tribus kazakhes : non seulement, le russe a été introduit comme langue obligatoire dans les écoles et l'administration, mais les populations nomades ont été sédentarisées, entraînant des perturbations sociales et des famines qui ont suscité des révoltes, comme celle d'Isatay Taymanuly et de son ami Makhambet Utemisuly (1836-1838)<sup>2</sup> ou encore la guerre de libération d'Eset Kotibaruli (1847-1858). En 1863, le pays est presque entièrement colonisé par la Russie et intégré dans un des deux gouvernorats-généraux qui englobent les régions d'Asie centrale, celui des « Steppes ». Et, à partir de 1906, la colonisation de peuplement voulue par le ministre de l'Intérieur russe Piotr Stolypine entraîne l'installation d'un demi-million de fermes dirigées par des colons russes, ce qui provoquera une pression accrue sur le mode de vie traditionnel des Kazakhs en monopolisant les terres de pâturages et les ressources hydriques. Cette nouvelle agression suscita de nouvelles révoltes qui touchèrent en particulier l'Ouzbékistan et le Kazakhstan : désignés par les Russes comme les *Basmachi*<sup>3</sup>, les rebelles s'opposaient à la fois à la confiscation de leurs terres et à l'incorporation forcée dans l'armée tzariste durant la Première Guerre mondiale.

La répression fut féroce et se solda par la mort de milliers de Kazakhs et l'exil forcé de milliers d'autres vers la Chine ou la Mongolie.

La fin de l'Empire russe, après les deux révolutions de 1917, fut suivie d'une très courte période d'indépendance, restée dans l'histoire comme *l'autonomie d'Alash*<sup>4</sup> décrétée par le parti du même nom formé par les élites locales. Après avoir combattu l'Armée rouge aux côtés des

---

<sup>1</sup> L'expression « Grand Jeu » a été utilisée pour la première fois en juillet 1840 par le capitaine Arthur Conolly, officier au service de la Compagnie britannique des Indes orientales et espion de Londres. Elle désigne le long affrontement (1813-1907) entre Londres (qui gouvernait le sous-continent indien) et Saint-Pétersbourg pour la domination de l'Asie centrale, soit la zone s'étendant de l'Afghanistan actuel aux frontières de la Russie. En pratique, il s'agit d'une longue suite de manœuvres diplomatiques, d'escarmouches et de guerres locales (mais jamais de guerre directe entre la Russie et la Grande-Bretagne, à l'exception de la Guerre de Crimée qui, entre 1853 et 1856, vit s'affronter l'Empire russe, d'une part et, d'autre part, la coalition formée par l'Empire ottoman, la France, la Grande-Bretagne et le Royaume de Sardaigne) auxquelles se livrèrent les deux puissances. Le lecteur intéressé pourra se référer au livre de Peter Hopkirk, *The Great Game*, Oxford University Press, 1991.

<sup>2</sup> Aujourd'hui considérés comme des héros nationaux, Taymanuly fut tué au combat par les cosaques le 12 juillet 1838 et Utemisuly fut assassiné le 20 octobre 1846.

<sup>3</sup> *Basmachi* est un mot ouzbek signifiant « bandits ». Il était utilisé par les Russes pour discréditer les révoltés en les faisant passer pour de vulgaires pillards.

<sup>4</sup> *Alash* est un mot se référant aux trois régions traditionnelles kazakhes et peut être utilisé comme synonyme de Kazakhs.

*Blancs*, qui voulaient restaurer l'empire, l'*Alash Orda*<sup>5</sup> (gouvernement) tenta de négocier avec les autorités bolchéviques. En vain : le 17 août 1920, les communistes créaient une « République soviétique autonome » régionale qui, seize ans plus tard, devait devenir la République socialiste soviétique du Kazakhstan.

Comme la Russie impériale, l'URSS devait rapidement devenir une « prison des peuples »<sup>6</sup> : les élites traditionnelles furent durement réprimées, des milliers d'opposants furent déportés au *Goulag* et d'autres sommairement exécutés lors des grandes purges des années trente. L'industrialisation forcée et la collectivisation de l'agriculture, elles, entraînèrent une nouvelle famine, l'*Asharshylyk*, qui provoqua la mort d'environ 1,5 million de personnes entre 1930 et 1933, dont 1,3 million de « Kazakhs ethniques ». On estime qu'au moins 38% à 42% des Kazakhs moururent, soit le plus haut pourcentage de tous les groupes ethniques d'URSS touchés par la famine de 1930-1933.<sup>7</sup> L'une des conséquences de cette tragédie fut de pousser 665 000 Kazakhs survivants à émigrer vers les républiques soviétiques voisines, la Chine, l'Afghanistan ou l'Iran. Une deuxième conséquence en fut d'achever la sédentarisation des populations nomades. Celles-ci vivaient, on l'a vu, de l'élevage, et 80% des troupeaux avaient disparu<sup>8</sup>.

A partir de la fin des années quarante, un nouveau malheur devait s'abattre sur le pays : c'est au Kazakhstan que les autorités soviétiques menèrent l'ensemble des essais de leurs armes nucléaires. Entre 1949 et 1989, pas moins de 456 essais nucléaires devaient se dérouler dans la région de Semipalatinsk (nord-est). Trois cents quarante d'entre eux étaient souterrains mais 116 furent effectués à l'air libre. On a calculé que durant la seule première année de ces essais, les habitants du village de Dolon (100 km au nord-est de Semipalatinsk) furent exposés à des doses annuelles de radiations de 140 rem. A titre de comparaison, l'exposition annuelle moyenne en Europe ou en Amérique du Nord tourne autour de 0,5 à 0,7 rem. Selon une étude japonaise de 2006, 1,6 million d'habitants ont directement souffert des suites de cette exposition aux radiations et 1,2 million en subissaient encore les conséquences en 2006 : cancers, maladies génétiques, infertilités, malformations des nouveaux nés et suicides. Dans un rayon de 60 kilomètres autour de Semipalatinsk, par exemple, le taux de suicides est quatre fois plus élevé que la moyenne nationale<sup>9</sup>.

---

<sup>5</sup> On remarquera que si les Russes avaient tenté d'assimiler par la force les Kazakhs, ceux-ci, au contraire, firent preuve de tolérance vis-à-vis des minorités ethniques : sur 25 postes au gouvernement, 10 leur étaient réservés, les Kazakhs en occupant 15.

<sup>6</sup> Ironie de l'histoire, c'est Vladimir Lénine lui-même qui utilisa pour la première fois cette expression de « Prison des peuples » (Тюрьма народов ou « Тұр'ма народов ») en 1914 pour désigner la Russie des Tsars.

<sup>7</sup> Cette tragédie est totalement comparable, dans ses causes, à l'Holodomor ukrainien qui tua entre 3,5 et 5 millions de personnes entre 1931 et 1933. Mais démographiquement, la différence est énorme. L'Ukraine comptait environ 32 millions d'habitants en 1930 tandis que le Kazakhstan, environ 6 millions. Pire encore : sur ces 6 millions, 3,6 millions étaient kazakhs (58% de la population totale), 1,2 millions étaient russes (20,6%) et l'on comptait 129 000 Ouzbeks, 860 000 Ukrainiens et 51 000 Allemands (recensement de 1926). Lors du recensement de 1939, la part de population kazakhe est passée à 2,3 millions (37,8%) et la russe à 2,4 millions (40%). On peut donc dire sans exagérer que l'*Asharshylyk* équivaut à un véritable *génocide par la faim*.

<sup>8</sup> Voir Isabelle Ohayon, *La sédentarisation des Kazakhs dans l'URSS de Staline (1928-1945)*, Paris, 2006, Maisonneuve et Larose.

<sup>9</sup> Ces chiffres sont extraits de l'article de Jillian Keenan, *Kazakhstan's Painful Nuclear Past Looms Large Over Its Energy Future*, « The Atlantic », 13 mai 2013 ; <https://www.theatlantic.com/international/archive/2013/05/kazakhstans-painful-nuclear-past-looms-large-over-its-energy-future/275795/>

Jusque dans les dernières années de l'Union soviétique, Moscou pratiqua une répression féroce à l'égard des opposants kazakhs. En décembre 1986, des étudiants kazakhs protestèrent dans la rue, à Almaty, contre le remplacement du Premier secrétaire du Parti communiste local, Dinmukhamed Konayev, par le Russe Gennady Kolbin. Des milliers de manifestants furent arrêtés et entre 200 et 1000 contestataires furent tués (dont 100 à 200 qui moururent de froid après que les militaires les eurent déshabillés et abandonnés en pleine campagne)<sup>10</sup>.

Si l'on voulait résumer cette période de domination russe, il ne serait pas excessif d'écrire que le Kazakhstan a souffert, outre d'une privation de tous ses droits (ce qui était le lot commun de toutes les républiques soviétiques), d'une politique visant délibérément à l'acculturation et à l'assimilation forcée de son peuple, politique qui culmina au début des années trente par une famine quasi génocidaire. Si tous les peuples ou groupes ethniques de l'URSS furent victimes de cette grande famine provoquée par la gestion désastreuse de l'agriculture par Staline, les Kazakhs furent ceux qui en souffrirent le plus, près de la moitié d'entre eux ayant été tués par la faim<sup>11</sup>.

## 2- L'indépendance et le régime Nazarbayev

Le Kazakhstan accède à l'indépendance le 16 décembre 1991, une dizaine de jours avant la mort de l'URSS.

Le premier chef du nouvel Etat indépendant est Nursultan Nazarbayev, ancien Premier ministre et ancien Premier secrétaire du parti communiste local à l'époque soviétique. Il va régner sans partage pendant près de trois décennies. Et sa présidence sera une longue dérive, constante et réfléchie, vers un pouvoir de plus en plus autoritaire marqué par la corruption, le népotisme et la violation systématique des Droits de l'homme.

### **Vingt-huit ans de pouvoir absolu**

La Constitution du 28 janvier 1993 consacre en effet un pouvoir exécutif fort et soumis à peu de contrôle. Du reste, les premières élections législatives (mars 1994) ont été jugées inéquitables par les observateurs de l'OSCE. Et en mars 1995, la Cour constitutionnelle ayant jugé que les législatives de 1994 n'avaient pas été organisées de manière légale, le président Nazarbayev commençait à gouverner sur base de décrets présidentiels. La législation ainsi adoptée entérinait le côté de plus en plus autoritaire du régime, avec, entre autres, de sévères restrictions apportées à la liberté d'association et à la liberté d'expression. Dans les années suivantes, Nazarbayev n'aura de cesse de restreindre encore le peu de pouvoir du Parlement et même de son Premier ministre. S'il fait mine de moderniser le pays et de mener des réformes économiques, par ailleurs nécessaires, son projet est simple : il veut être le seul maître à bord. Il s'y emploie de son mieux, multipliant les réformes constitutionnelles lui permettant d'arriver

---

<sup>10</sup> Voir l'article de Catherine Putz, 1986: *Kazakhstan's Other Independence Anniversary*, "The Diplomat", 16 décembre 2016.

<sup>11</sup> Les lecteurs s'intéressant à l'histoire du Kazakhstan avant son indépendance, et particulièrement à la domination russe, pourront se référer aux ouvrages suivants : Christoph Baumer, *The History of Central Asia* (4 volumes), Bloomsbury Publishing, London, 2016-2018; Alexander Morrison, *The Russian Conquest of Central Asia: A Study in Imperial Expansion, 1814–1914*, Cambridge University Press, Cambridge, 2021; Hélène Carrère d'Encausse, *Islam and the Russian Empire: Reform and Revolution in Central Asia*, University of California Press, Berkeley, 1988; Glenn E. Curtis, ed. *Kazakhstan: A Country Study*. Washington: GPO for the Library of Congress, 1996.

à ses fins : prolongation de quatre ans de son premier mandat, allongement de la durée du mandat de cinq à sept ans, fin de la limitation du nombre de mandats, suppression de la limitation de l'âge maximal des candidats, etc.

En 1999, il est réélu pour un deuxième mandat (avec 81% des voix) aux termes d'une élection dont son adversaire principal conteste la régularité. Mais en juin 2000, la Cour constitutionnelle décide, dans un arrêt sans précédent connu, que ce deuxième mandat est en fait... le premier puisqu'il intervient après l'adoption d'une nouvelle Constitution.

Il sera encore « réélu » le 4 décembre 2005 (91,15%). Nouvelle réforme constitutionnelle, à nouveau ubuesque, le 18 mai 2007 : la durée du mandat présidentiel est ramenée à 5 ans mais le président en exercice pourra se représenter un nombre illimité de fois, tandis que ses successeurs, eux, ne pourront aligner que deux termes de cinq ans. Il sera réélu à nouveau en avril 2011 (95,5% des votes) et, enfin, en 2015, cette fois avec son meilleur score : 97,7% des voix.

Nursultan Nazarbayev ne s'est pas contenté, au cours des années, de jongler avec la Constitution et avec le nombre de ses « électeurs ». Il s'est livré au même jeu avec ses Premiers ministres, dont il change régulièrement quand ils concentrent trop d'autorité entre leurs mains ou montrent la plus petite velléité d'indépendance, et même avec le Parlement (qui, on l'a vu, ne joue pourtant qu'un rôle mineur). En août 2007, le parti « majoritaire », *Nur Otan* (qu'il préside évidemment également), remporte la totalité des sièges à l'issue d'élections que l'on peut, au mieux, qualifier de douteuses. Concert de protestations internationales immédiat. Qu'à cela ne tienne : le régime répond en permettant à la formation qui arrive en seconde place, même si elle n'a pas franchi le seuil électoral de 7%, de grappiller quelques sièges. Par ce nouveau tour de passe-passe, Nazarbayev ne peut plus être accusé de diriger un parti unique...

Tout au long des cinq mandats de Nursultan Nazarbayev, les accusations de corruption se sont multipliées. Profitant, entre autres, des réformes économiques et de la vague de privatisations ayant accompagné la fin du régime communiste, le président lui-même et sa « famille »<sup>12</sup> ont mis le pays en coupe réglée. Non content de percevoir des commissions indues sur des contrats pétroliers, gaziers ou autres, les proches du président ont détourné l'argent de certains ministères et ont puisé dans ceux d'entreprises publiques, la plus grande part du butin ayant ensuite été dissimulée sur des myriades de comptes à l'étranger ou ayant servi à des achats immobiliers en France, au Royaume-Uni ou ailleurs<sup>13</sup>. Un exemple de ce pillage en règle : une fille de Nazarbayev, Dinara, et son mari Timur Kulibayev contrôlent le plus grand établissement financier du pays, la *Halyk Bank* (successeur légal de la branche kazakhe d'une banque d'Etat de l'époque soviétique), tandis que le président de son directoire, Aleksandr Pavlov, est un ancien ministre de Nazarbayev. La fortune de chaque copropriétaire est estimée à 3,1 milliards de dollars. Depuis le printemps dernier, la justice travaille à évaluer (et à retrouver) l'argent détourné. Tâche titanesque car les sommes en jeu s'élèvent à des milliards de dollars, si ce n'est

---

<sup>12</sup> Le terme doit ici être pris au sens large, comme lorsqu'on parlait de la « Famille » de Boris Eltsine en Russie dans les années quatre-vingt-dix : non seulement les apparentés mais également des oligarques et des hauts fonctionnaires très proches du premier cercle.

<sup>13</sup> Selon un article de Radio Free Europe de décembre 2020, au moins 785 millions de dollars auraient été investis par les proches parents de Nazarbayev dans six pays en vingt ans : <https://www.rferl.org/a/kazakhstan-nazarbayev-family-wealth/31013097.html>

(plus probablement) à des dizaines de milliards, voire plus<sup>14</sup>. Prévoyant, l'autocrate avait fait passer une loi lui garantissant l'immunité et, comble de cynisme, une autre « légalisant » le blanchiment d'argent<sup>15</sup>.

En matière de Droits de l'homme, le bilan n'est guère plus positif. Le Kazakhstan n'avait pas, sous Nazarbayev (loin de là), le régime le plus cruel de la planète. L'ONG spécialisée *World Justice Progress* (WJP), qui s'est donné pour mission de mesurer l'Etat de droit dans le monde<sup>16</sup>, le place en 65<sup>ème</sup> position sur 140 pays<sup>17</sup>. Mais ces classements sont souvent à prendre avec prudence et, sans faire injure à personne, on notera que, dans sa direction, le WJP compte des ressortissants de Tunisie (71<sup>ème</sup> place au classement), des Philippines (97<sup>ème</sup> place) ou encore du Qatar qui n'est pas connu pour être le pays le plus ouvert et transparent du monde. Si l'on compare le Kazakhstan à d'autres républiques ex-soviétiques, on constate du reste que, malgré tout, il ne s'en sort pas trop mal : la Moldavie est en 68<sup>ème</sup> position, l'Ukraine en 76<sup>ème</sup>, l'Ouzbékistan en 78<sup>ème</sup>, le Belarus en 99<sup>ème</sup>, le Kirghizistan en 100<sup>ème</sup> ou la Russie en 107<sup>ème</sup> place. Enfin, autre élément à prendre en compte, un Etat membre de l'Union européenne, la Hongrie, occupe la 73<sup>ème</sup> place du tableau et un autre, la Bulgarie, la 60<sup>ème</sup> ; quant à l'Inde, que l'on présente souvent comme « la plus grande démocratie du monde », elle est en 77<sup>ème</sup> place...

Mais il est évident que sous la présidence Nazarbayev, les droits essentiels – liberté d'opinion, liberté d'association, liberté de la presse, libertés syndicales, liberté de pratiquer une religion en dehors des structures reconnues par l'Etat, etc. – étaient régulièrement bafoués. La torture y restait relativement courante (mais pas systématique) dans les lieux de détention et les procès intentés aux détracteurs des dirigeants y étaient, au mieux, peu équitables. L'exemple venant d'en haut, il se trouvait même certains magistrats pour monnayer leurs réquisitoires ou leurs jugements, même dans des affaires criminelles<sup>18</sup>.

Désastreuse sur le plan du développement d'un Etat de droit et sur le respect des libertés individuelles, la longue présence de Nursultan Nazarbayev à la tête de l'Etat a pourtant permis quelques progrès sociaux, entre autres dans le domaine de l'éducation. Et au plan international, le président s'est montré d'une grande habileté pour manœuvrer entre la Chine, la Russie et l'Occident, et a su s'attirer la sympathie – ou à tout le moins la neutralité de tous.

Mais dès 2011, son pouvoir a été de plus en plus contesté : en décembre, des émeutes éclatent dans la province de Mangystau (sud-ouest, au bord de la mer Caspienne). Dans la ville de Zhanaozen, quinze personnes sont tuées et une centaine d'autres blessées tandis que les forces de sécurité se livrent à des centaines d'arrestations<sup>19</sup>.

---

<sup>14</sup> A titre d'exemple, en 2002, un journal d'opposition rapportait que le président aurait acheminé vers la Suisse un milliard de dollars de commissions sur des ventes de pétrole. Des articles auxquels répondirent des menaces de mort et une bombe incendiaire. Voir, entre autres, l'article de Peter Baker dans le « Chicago Tribune » : *As Kazakh scandal unfolds, Soviet-style reprisals begin* : <https://www.chicagotribune.com/news/ct-xpm-2002-06-11-0206110214-story.html>

<sup>15</sup> Voir l'article de Seymour Hersh, *The Price of Oil*, « The New Yorker », 1<sup>er</sup> juillet 2001 : <https://www.newyorker.com/magazine/2001/07/09/the-price-of-oil>

<sup>16</sup> L'index du WJP se base sur 8 critères : Contrôle des pouvoirs, Corruption, Transparence, Droits fondamentaux, Ordre et sécurité, Justice civile, Justice pénale et Application des lois.

<sup>17</sup> [WJP Rule of Law Index | Kazakhstan Insights \(worldjusticeproject.org\)](https://www.worldjusticeproject.org/wjp-rule-of-law-index-kazakhstan-insights)

<sup>18</sup> Pour la situation des Droits de l'homme sous la présidence de Nursultan Nazarbayev, on se reportera, entre autres, aux rapports d'Amnesty International, de Human Right Watch et du World Justice Project.

<sup>19</sup> <https://www.bbc.com/news/world-asia-18055249>

Le mois de juin de la même année 2011 avait été marqué par un attentat-suicide à Aktobe (nord-ouest), initialement attribué au crime organisé avant que les autorités ne concèdent qu'il était lié au terrorisme djihadiste<sup>20</sup>. En novembre 2011, un nouvel attentat faisait plusieurs morts (dont quatre policiers) à Taraz (sud-est)<sup>21</sup>. Enfin, en juin 2016, d'autres attaques frappaient, à nouveau, Aktobe. Bilan : 7 morts et 37 blessés ainsi que 18 terroristes abattus et 9 arrêtés<sup>22</sup>. Ces attaques venaient rappeler que le pays n'était pas immunisé contre la menace djihadiste qui, venue en l'occurrence d'Afghanistan, touchait également d'autres pays de la région.

Mais, surtout, l'agitation sociale se poursuivait et même le parlement, depuis trop longtemps réduit à la portion congrue, commençait à grogner. En juin 2018, le président du Sénat, Kassym-Jomart Tokayev, déclarait à la BBC qu'il ne « pensait pas » que Nazarbayev se représenterait en 2020<sup>23</sup>, une déclaration particulièrement mal reçue par la cour entourant le chef de l'Etat. Enfin, le 19 mars 2019, l'insubmersible Nursultan Nazarbayev démissionnait avec effet immédiat, cédant sa place (pour le reste de son mandat), à Kassym-Jomart Tokayev. Mais celui-ci - un diplomate de carrière qui avait été brièvement Premier ministre puis ministre des Affaires étrangères avant d'accéder à la présidence du Sénat et auquel les observateurs prêtaient une véritable volonté réformatrice -, s'avancait en terrain miné.

### **Une succession sous haute surveillance**

En effet, même si la décision semblait avoir été prise sous l'influence des manifestations qui se propageaient à travers le pays, la démission du président Nazarbayev était tout sauf un geste spontané. Bien au contraire : elle avait été soigneusement réfléchie et même préparée dans les moindres détails.

Lors du discours télévisé annonçant son départ, Nazarbayev, doté du titre officiel d'*Elbasy* (père de la Nation), annonçait garder la présidence du parti *Nur Otan*, mais également celle, autrement importante, du Conseil de Sécurité, et qu'il continuerait à siéger au Conseil constitutionnel. Or, en juillet 2018, quand la situation avait commencé à se tendre et que les signes du rejet du vieil autocrate s'étaient multipliés, une réforme avait modifié le statut du Conseil de sécurité dont le rôle, autrefois purement consultatif, devenait constitutionnel : il était, entre autres choses, chargé du contrôle de l'application des lois. Et Nazarbayev devenait son président à vie...<sup>24</sup>

Deux ans plus tôt, le 8 septembre 2016, Nazarbayev avait nommé l'un de ses très proches, son ancien Premier ministre Karim Massimov, à la présidence du KNB, les services de sécurité du Kazakhstan, tandis que sa propre fille, Dariga Nazarbayeva, entrait au Sénat le 13 septembre, pour être nommée, trois jours plus tard, à la tête de sa Commission des Affaires internationales de la Défense et de la Sécurité. Le 20 mars 2020, elle succédait à Tokayev à la présidence du Sénat. Bref, tout semblait verrouillé pour réduire au maximum la marge de manœuvre de Kassym-Jomart Tokayev. Pour faire bonne mesure – on n'est jamais trop prudent – Nazarbayev plaçait également l'un de ses neveux, Samat Abish, comme premier adjoint de Massimo à la tête du KNB...

---

<sup>20</sup> <https://eurasianet.org/kazakhstan-astana-confronts-extremist-threat>

<sup>21</sup> <https://www.20minutes.fr/monde/822024-20111112-kazakhstan-islamiste-tue-7-personnes-fusillade>

<sup>22</sup> <https://www.economist.com/asia/2016/06/10/islamist-violence-and-a-spate-of-protests-have-rattled-kazakhstans-ruler>

<sup>23</sup> <https://www.bbc.com/news/av/world-asia-44546885>

<sup>24</sup> <https://www.rferl.org/a/kazakh-president-nursultan-nazarbaev-says-he-is-resigning-/29830123.html>



### 3- La présidence de Kassym-Jomart Tokayev : l'ambition de réformer

Lorsque, le 20 mars 2019, Kassym-Jomart Tokayev accède à la présidence « par intérim », il est prévu que des élections auront lieu en 2020, au terme légal du mandat du président démissionnaire. Mais Tokayev veut aller vite. Son désir est de réformer le pays en profondeur et, pour cela, il sait qu'il doit se défaire de la tutelle pesante que tente de lui imposer son prédécesseur. Trois semaines plus tard, dès le 9 avril, il annonce donc que le scrutin présidentiel sera anticipé et se tiendra le 9 juin. A ses yeux, seule l'élection peut lui donner une légitimité complète et un mandat clair et net. Il est élu avec 71% des votes. Cela reste très confortable mais on est loin des scores pharaoniques de Nursultan Nazarbayev.

Dès son installation, il doit faire face à un drame : le 24 juin, l'explosion d'un dépôt de munitions à Arys (sud du pays), fait deux morts et des centaines de blessés, et force l'évacuation de milliers d'habitants. Dès le lendemain, le nouveau président est sur place, visite les blessés et annonce l'ouverture d'une enquête criminelle<sup>25</sup> pour établir toutes les responsabilités. Une célérité et une fermeté qui tranchent, déjà, avec le passé.

Mais l'une de ses premières décisions politiques (et symboliques) importantes sera d'écarter Dariga Nazarbayeva de la présidence du Sénat, le 2 mai 2020 : KJT commence à se défaire des entraves dont Nazarbayev a cru pouvoir l'accabler pour tenter de le garder sous contrôle de « La Famille ». Mais la véritable épreuve de force viendra 19 mois plus tard, après les événements de janvier 2022.

#### ***Qandy qañtar 2022 : une tentative de coup d'Etat ?***

Du fait du népotisme et de la corruption que nous avons dénoncés ci-dessus, les progrès économiques incontestables du Kazakhstan pendant l'ère Nazarbayev n'avaient pas profité à la population. En janvier 2022, le quotidien économique américain de référence *The Wall Street Journal* pouvait écrire que « 162 riches Kazakhs » détenaient « 55 % de la richesse du pays »<sup>26</sup>. La situation ne pouvait durer et l'on s'approchait de l'explosion.

Comme dix ans plus tôt, c'est à Zhanaozen, ville pétrolière des bords de la Caspienne, que tout allait commencer. Depuis les émeutes qui y avaient fait 16 morts en 2011, la ville avait été le lieu de nouveaux troubles, moins graves, entre autres en 2018 et 2020. Mais le 1<sup>er</sup> janvier 2022, le prix du gaz liquéfié (principal carburant utilisé dans le pays), doublait, passant de 65 à 120 tenge le litre (0,24 €, 1,06 \$ le gallon). Les salaires, eux, étaient toujours aussi bas et la situation économique générale plombée par deux ans de pandémie du Covid, et une baisse de la demande en hydrocarbure offrait peu de perspectives d'amélioration.

Au matin du 2 janvier 2022, des centaines d'habitants de Zhanaozen bloquent les routes pour demander l'annulation de la hausse. Le lendemain, ils sont un millier à manifester dans le centre de la ville, exigeant, entre autres, l'élection directe des gouverneurs des régions (qui sont désignés par le Président). Malgré quelques tensions, la manifestation reste globalement pacifique et la police, bien que présente, n'intervient pas. Kassym-Jomart Tokayev demande à son gouvernement d'examiner la situation et rappelle aux protestataires qu'ils peuvent manifester, mais dans le calme. Quelques arrestations sont signalées à Astana (la capitale), Aktobe et Almaty (la capitale économique).

---

<sup>25</sup> [https://central.asia-news.com/en\\_GB/articles/cnmi\\_ca/features/2019/06/25/feature-01](https://central.asia-news.com/en_GB/articles/cnmi_ca/features/2019/06/25/feature-01)

<sup>26</sup> <https://www.wsj.com/articles/kazakhstans-elite-got-richer-on-natural-resources-then-came-the-unrest-11641572839>

Les manifestations commencent à faire tache d'huile : à Aktau, non loin de Zhanaozen, environ 6 000 personnes se rassemblent devant la mairie, exigeant une baisse immédiate du prix des carburants mais aussi la démission du gouvernement.

Mais c'est à Almaty que le *Qandy qañtar* (« janvier sanglant ») va vraiment commencer. Dans la nuit du 4 janvier, un millier de contestataires y affrontent la police anti-émeute, des voitures des forces de l'ordre sont incendiées et celles-ci répondent par des tirs de grenades assourdissantes et lacrymogènes. L'état d'urgence est proclamé dans la province de Mangystau et à Almaty mais KJT annonce que les demandes légitimes des manifestants ont été entendues et que le prix du GNL est ramené à 50 tenges (15 de moins qu'avant la hausse du 1<sup>er</sup> janvier).

Mais il est trop tard : durant la nuit, les affrontements ont continué et les manifestants sont désormais des milliers. Le 5 janvier, des barricades sont érigées dans le centre d'Almaty et la mairie est prise d'assaut et incendiée tandis que des émeutiers pillent plusieurs arsenaux de la police et de l'armée. L'aéroport international d'Almaty passe également sous contrôle des émeutiers. Des magasins, des centres commerciaux, des restaurants et des banques sont attaqués et dévalisés. D'autres bâtiments publics sont attaqués à Shymkent et Taraz, dans le sud du pays, et à Aktobe.

Le 5 janvier, le gouvernement démissionne et Kassim-Jomart Tokayev annonce que Nursultan Nazarbayev a quitté la présidence du Conseil de sécurité et qu'il le remplace dans cette fonction. Il étend ensuite l'état d'urgence assorti d'un couvre-feu nocturne (de 23h00 à 07h00) à l'ensemble du pays. On apprendra plus tard que Karim Massimov, celui-là même que Nazarbayev avait nommé à la tête du KNB en septembre 2016, a été arrêté le 5 janvier et est détenu depuis<sup>27</sup>.

En fin de soirée, ce ne sont plus des grenades lacrymogènes que l'on entend dans les rues du centre d'Almaty, mais des rafales d'armes automatiques : forces de sécurité et émeutiers échangent des tirs durant toute la nuit. Le même jour, le président Tokayev fait officiellement appel aux pays membres de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC, regroupant outre le Kazakhstan, l'Arménie, le Belarus, le Kirghizistan, la Russie et le Tadjikistan). Dès le 6 janvier, les premières troupes arrivent. Elles prendront en charge la protection des sites stratégiques, des aéroports et des bâtiments publics, permettant ainsi aux forces de sécurité kazakhes de se concentrer sur le maintien de l'ordre. Aucune troupe étrangère ne sera engagée contre les émeutiers.

Entre le 7 et le 10 janvier, le calme va progressivement être rétabli. Mais le bilan est lourd. Officiellement, on relève 238 morts (dont 19 policiers et militaires, au moins deux d'entre eux ayant été décapités) et 4 353 blessés (dont 3 393 membres des forces de sécurité) ; environ 8 000 émeutiers ou suspects ont été arrêtés et une cinquantaine de policiers ou assimilés ont fait l'objet de poursuites pour des actes criminels commis lors de la répression (entre autres, 6 personnes arrêtées seraient mortes suite à des actes de torture) ; les dégâts matériels avoisinent les 200 millions d'euros, plus de 400 entreprises banques et commerces ont été pillés et/ou partiellement ou totalement détruits.

Reste que dans l'attente d'une enquête indépendante que nous appelons de nos vœux, la tragédie de janvier appelle plusieurs réflexions. Nous basant sur notre expérience des théâtres de guerre et insurrectionnels, nous en isolerons quatre :

---

<sup>27</sup> Il est remplacé à la tête du KNB par Yermek Sagimbayev, proche du Président Tokayev dont il assure la direction du service de sécurité personnelle.

- D'abord, il est frappant de constater que le plus gros des violences, des morts et des arrestations se sont concentrés à Almaty, la capitale économique du pays, alors que la contestation avait débuté dans la province de Mangystau (Zhanaozen et Aktau) puis avait touché plusieurs autres villes ;
- Ensuite, selon plusieurs témoignages que nous avons recueillis dès le 5 janvier puis dans les jours suivants, à Almaty, des éléments criminels et probablement des militants islamistes extrémistes ont infiltré les manifestations avant qu'elles ne deviennent vraiment violentes et ont pris le pas sur ceux qui protestaient de bonne foi contre la hausse du prix du GNL et la corruption ;
- Enfin, alors que le 5 janvier, les manifestations sont déjà très violentes à Almaty, on ne peut qu'être surpris que les arsenaux n'aient pas été mieux protégés et que les émeutiers aient pu les piller, en ce compris un arsenal du siège régional du KNB que l'on imagine pourtant devoir être soumis à des règles de sécurité extrêmes ;
- Un ancien conseiller de Nazarbayev, Yermukhamet Yertysbayev déclarera le 8 janvier : « L'ordre a été donné de lever le cordon de sécurité autour de l'aéroport d'Almaty quarante minutes seulement avant que les manifestants ne l'occupent le 5 janvier. Cela n'aurait probablement été possible sans une autorisation venant du plus haut niveau... »<sup>28</sup>

Ces éléments (et d'autres sans doute qui pourraient être révélés par une commission d'enquête) accréditent la thèse de Kassim-Jomart Tokayev et de son entourage : les incidents de janvier ont probablement été le déclencheur d'une tentative de coup d'Etat destiné à le renverser et à ramener au pouvoir l'ancien président Nazarbayev (qui, au début des troubles, était encore le président du Conseil de sécurité) ou l'un de ses proches. Dans ce but, les comploteurs auraient laissé les choses dégénérer voire auraient accéléré cette montée aux extrêmes. Ceci expliquerait par exemple la facilité déconcertante avec laquelle certains émeutiers ont pu s'emparer des armes dont ils avaient besoin.

Il nous est revenu, en tout cas, d'une source haut placée et sûre mais qui, pour des raisons évidentes, a requis l'anonymat, qu'avant son arrestation, Karim Massimov avait conseillé au président Tokayev de fuir le pays. Son absence et la vacance du pouvoir aurait grandement facilité le retour de Nazarbayev (ou l'arrivée d'un autre) se présentant comme le « sauveur de la Nation).

Du reste, c'est bien pour « haute trahison » que le chef du KNB et ses adjoints ont été arrêtés et sont aujourd'hui en attente de leur procès. Mais il y a plus : la mort de trois hauts responsables des services de sécurité a été annoncée le même jour (10 janvier)<sup>29</sup> :

- Le général Zhanat Suleimanov, ancien vice-ministre de l'Intérieur, s'est suicidé le 10 janvier après qu'une enquête criminelle ait été ouverte contre lui ;
- Le colonel du KNB Azamat Ibrayev (réputé proche de Massimov) a été trouvé mort au pied de son immeuble, dans la capitale, Astana ;

<sup>28</sup> <https://eurasianet.org/kazakhstan-ex-security-services-chief-and-nazarbayev-ally-arrested>

<sup>29</sup> <https://www.themoscowtimes.com/2022/01/10/3-kazakh-security-officials-found-dead-in-wake-of-unrest-a76001>

➤ L'un des chefs de la police d'Almaty, Tanat Nazanov est décédé d'un arrêt cardiaque<sup>30</sup>.

Quoiqu'il en soit, le président Tokayev n'a pas écouté les « bons conseils » de Karim Massimov : il est resté à sa place et l'ordre a été rétabli.

### **Après l'émeute, l'heure des réformes**

A la mi-janvier, KJT a les mains libres. Débarrassé de Nursultan Nazarbayev et de ses proches, il peut, désormais, appliquer les réformes qu'il souhaite.

Le 11 janvier, alors que les troupes de l'OTSC quittent le pays, Tokayev, dans un discours au parlement, déclare : « Grâce à Nazarbayev, un ensemble d'entreprises très rentables a vu le jour dans le pays, et un groupe de personnes extrêmement riches, même selon les normes internationales, s'est constitué. Je pense qu'il est temps qu'elles paient leur dû au peuple du Kazakhstan et l'aident de manière systémique et régulière ». L'ère « d'un système financier dominé par de grands groupes d'affaires, basés sur le principe « tout pour les amis, et des lois pour tous les autres » » est terminée<sup>31</sup>.

En fait, KJT avait lancé certaines réformes avant même janvier 2022, alors qu'il devait encore compter avec la pesante présence des proches de Nazarbayev autour de lui. Dès les premiers mois de son mandat, il avait revalorisé les salaires des enseignants, des travailleurs sociaux et des médecins et, un an plus tard, avait proposé une augmentation du salaire minimum. En 2020, il promulguait une loi libéralisant l'organisation de manifestations pacifiques puis, dans son premier discours sur « l'état de la Nation », il insistait sur la nécessité de construire un vrai système multipartite « pour construire un État moderne et efficace ». <sup>32</sup> Il proposait également que les responsables (« äkims ») soient élus et non plus nommés. En 2021, il abaissait le seuil électoral des législatives de 7% à 5%, ce qui correspond à la moyenne pratiquée dans les Etats européens et permet une meilleure représentativité en favorisant l'accès de « petits » partis au parlement et obligeait les partis à inclure 30% de femmes et de « jeunes » sur leurs listes électorales. Idée plus originale encore, il décidait d'inclure une possibilité de voter « contre tous » [les partis présentant des candidats] sur les bulletins de vote, ce qui permettrait de mieux mesurer l'adhésion des citoyens au système. Le 2 janvier 2021, il signait le décret abolissant la peine de mort<sup>33</sup>.

Mais c'est après janvier dernier que les réformes les plus significatives ont été adoptées.

Dans un premier temps, bien entendu, la priorité est d'écarter de leurs positions les proches de Nursultan Nazarbayev qui pourraient continuer à freiner le changement. Et de réformer les services de sécurité qui ont gravement failli en janvier.

---

<sup>30</sup> Ce dernier décès est évidemment le moins suspect des trois étant donné la tension nerveuse qui devait être celle des cadres de la police d'Almaty en ces premiers jours de l'année.

<sup>31</sup> <https://www.reuters.com/world/asia-pacific/kazakhstan-detains-almost-10000-over-deadly-unrest-2022-01-11/>

<sup>32</sup> <https://www.helsinkitimes.fi/world-int/18013-new-reforms-are-taking-place-in-kazakhstan-under-the-leadership-of-president-kassym-jomart-Tokayev.html>

<sup>33</sup> La peine de mort faisait l'objet d'un moratoire depuis une vingtaine d'années mais était toujours prononcée par les tribunaux dans certains cas exceptionnels. Si le moratoire avait été levé, les condamnés à mort emprisonnés auraient donc été exécutés.

Puis, le 5 juin 2022, Kassym Jomart Tokayev, par référendum, fait adopter des réformes démocratisant le pays : les prérogatives présidentielles sont réduites, le nombre de mandats du chef de l'Etat limité à deux, le parlement se voit octroyer plus de pouvoir et les proches du président se voient interdire d'accéder à toute fonction officielle, de manière à en finir avec le népotisme qui a été l'une des grandes tares de l'ère Nazarbayev.

### **Le traitement judiciaire des évènements de janvier**

Mais l'un des baromètres permettant de mesurer le plus précisément la réalité des changements en cours au Kazakhstan est certainement le traitement judiciaire des évènements de début janvier. Dans un pays qui a souvent été accusé (à raison) par le passé de fouler aux pieds les Droits de l'homme, comment sont gérés les cas de ceux qui, les 5 et 6 janvier, ont fait vaciller l'Etat ?

Le 1er septembre 2022, Kassym-Jomart Tokayev proposait une amnistie exceptionnelle pour les participants aux émeutes et, le 27 octobre, le Sénat approuvait la loi leur accordant une amnistie de masse.

Mais d'abord, quel a été, jusqu'à présent, la réalité de la répression judiciaire des évènements de janvier ?

- 1 112 émeutiers ont été condamnés, dont 128 emprisonnés ;
- 49 membres des forces de sécurité ont été arrêtés pour des faits divers allant des mauvais traitements au meurtre en passant par des actes de torture ; 29 affaires pénales ont été ouvertes en relation avec l'usage de la torture : 17 contre la police, 12 autres contres des représentants du KNB ;
- Deux affaires sont en cours de traitement en vertu de l'article relatif aux "actes de terrorisme". Elles concernent 46 suspects, citoyens du Kazakhstan ou étrangers.

Passons maintenant à la loi d'amnistie proprement dite.

Dans le détail (et sachant que la majorité des personnes arrêtées a été libérée sans poursuites) :

- Les personnes ayant commis des délits mineurs seront libérées et toutes les charges retenues contre elles seront abandonnées, tandis que celles qui ont été condamnées pour des délits graves verront leur peine de prison réduite de moitié ou des trois quarts. En pratique, sur 128 détenus, 40 seront libérés immédiatement, tandis que 50 autres le seront au cours des six prochains mois ;
- Sur 1 600 personnes jugées pénalement responsables, 1 500 tomberont sous le coup de l'amnistie ;
- Les personnes reconnues coupables de terrorisme, d'extrémisme, de haute trahison, de corruption et d'organisation de troubles de masse ne seront pas concernées par l'amnistie ;

- La loi prévoit également la « resocialisation » des anciens condamnés. Ils recevront de l'aide pour trouver un emploi, remplir des documents administratifs et bénéficieront d'une assistance médicale ;
- Sur 49 membres des forces de sécurité poursuivis, un seul bénéficiera de la loi d'amnistie.

Bien entendu, des polémiques continuent d'entourer la répression des événements de janvier. L'une d'elle concerne Karim Massimov qui, depuis son arrestation, s'est trouvé des défenseurs pour dénoncer ses conditions de détention comme l'injustice de son sort.

Si tout prisonnier a droit à un traitement humain et non dégradant, particulièrement quand son arrestation est liée à un contexte politique, outre le fait que l'inhumanité de la détention de M. Massimov reste à prouver, il n'est sans doute pas le mieux placé pour se plaindre de la rudesse des prisons kazakhes ou pour se faire le chantre des Droits de l'homme. Lorsqu'il était Premier ministre, puis lorsqu'il dirigea le KNB, les organisations de défense de ces droits ont publié des dizaines de rapports dénonçant la situation dans le pays : dispersion par la force de la moindre manifestation, interdiction de médias indépendants, harcèlement des opposants, et autres arrestations arbitraires étaient monnaie courante. Il aurait, par ailleurs, été étroitement associé à la corruption massive qui a accompagné les années Nazarbayev et qui a vu s'évaporer des dizaines de milliards de dollars.

### **Un réalignement stratégique**

Un dernier point, crucial, reste à examiner pour juger de la situation actuelle du Kazakhstan : son nouveau positionnement du point de vue géopolitique.

Depuis 1991, Nursultan Nazarbayev avait veillé à maintenir son pays dans une étroite dépendance vis-à-vis de la voisine et puissante Russie : indépendant oui, mais pas trop. Cette position peut, d'ailleurs, se comprendre. Nos contacts avec les Kazakhs nous ont permis de discerner la forte angoisse qui est la leur quand la discussion en vient aux rapports entre Astana et Moscou. Les souvenirs de la colonisation russe puis soviétique sont encore très présents et douloureux (nous avons évoqué, par exemple, ci-dessus, les conséquences encore vivaces des expériences nucléaires menées par l'URSS entre 1949 et 1989 ; on pourrait également citer les effets de la grande famine des années trente qui, éliminant près de la moitié des Kazakhs, a eu sur la démographie une influence qui se fait encore sentir aujourd'hui). Une réalité semble s'imposer dès que le sujet est abordé : oui, le Kazakhstan est immense (9<sup>ème</sup> pays le plus étendu au monde) mais il est sous-peuplé, avec moins de vingt millions d'habitants. Alors quelle résistance pourrait-il opposer si l'immense Russie (et ses 143 millions de citoyens) avec laquelle il partage une frontière de plus de 6 800 kilomètres, se décidait à l'agresser. Prudence donc....

Puis vint le 24 février 2022 et l'agression russe contre l'Ukraine. Dès le début de la guerre, les autorités prirent leurs distances avec Moscou : non seulement elles refusèrent de soutenir « l'opération militaire spéciale » de la Russie, mais elles appelèrent à la cessation immédiate des hostilités et affirmèrent haut et fort qu'elles ne reconnaîtraient aucune annexion de territoires. Cette position a été plusieurs fois répétée depuis et Astana a même accueilli des déserteurs fuyant la mobilisation partielle. Moscou a riposté en haussant le ton et en coupant, à plusieurs reprises, les pipelines qui permettent au Kazakhstan d'exporter son pétrole vers l'ouest.

Le choix du président Tokayev (par ailleurs parfait francophone), est clair et stratégique : c'est en se rapprochant de l'Europe et du monde libéral que son pays se développera.

Bruxelles, qui l'a très bien compris, a déjà signé divers accords commerciaux avec Astana et continue à explorer d'autres pistes prometteuses.

C'est que le Kazakhstan a beaucoup à offrir : il possède des réserves pétrolières équivalentes à celles de l'Irak, il est dixième producteur mondial de charbon, le 13<sup>ème</sup> producteur de gaz naturel et, avec les deuxièmes réserves d'uranium au monde, il est premier producteur de ce carburant des centrales nucléaires. Son immense territoire sous-exploité permet, enfin, d'en faire une grande puissance agricole. Or, Bruxelles doit faire face à la fin des livraisons russes de pétrole et de gaz. Enfin, le Kazakhstan, c'est également une plateforme et une formidable porte d'entrée vers les autres pays d'Asie centrale mais également vers la Chine.

#### **4- L'élection présidentielle du 20 novembre**

C'est dans ce contexte compliqué que se jouera l'élection du 20 novembre. Initialement, l'élection était prévue pour décembre 2024. Mais le président Tokayev sait qu'après janvier et dans le contexte du réalignement d'Astana hors de l'orbite de Moscou et de son rapprochement avec l'Europe, il lui faut confirmer sa légitimité.

Lors de son discours annuel sur l'état de la nation de septembre 2022, il a donc annoncé la tenue de l'élection présidentielle à l'automne. Cette proposition est assortie d'une nouvelle réforme qui va encore plus loin que les précédentes : la durée du mandat présidentiel sera de nouveau modifiée, repassant de 5 à 7 ans, mais il ne sera pas renouvelable. Un mandat unique, donc ! Alors qu'il succède à un autocrate qui avait voté une loi sur mesure lui permettant de se représenter pour l'éternité mais limitant ses successeurs à deux termes, on pouvait difficilement imaginer changement plus symbolique.

#### **En guise de conclusion**

Des voix s'élèvent déjà, dans certaines ONG, dans des milieux politiques frileux, pour nous annoncer que l'élection ne sera pas équitable et que tout est joué d'avance. Nous pensons, nous, que l'avenir n'est écrit nulle part.

Malgré les mêmes protestations des mêmes ONG, le monde ne s'est pas montré très regardant à l'époque où Nursultan Nazarbayev et sa clique pillaient sans vergogne leur pays, faisaient fuir des dizaines de milliards de dollars vers les paradis fiscaux et réprimaient leur population.

Depuis qu'il est au pouvoir, et singulièrement depuis janvier, Kassym-Jomart Tokayev a donné, lui, de véritables preuves – et des gages – de sa volonté de changement. Il a rouvert les portes du dialogue, libéralisé l'expression des opinions divergentes, simplifié et démocratisé le fonctionnement du pays. Il a également effectué vis-vis de Moscou un changement de cap à 180°, rompant avec un passé de compromissions. Il rêve d'ancrer solidement son pays à l'Europe libérale et démocratique Et on lui refuserait la confiance ?

Les choses sont-elles parfaites ? Non, bien entendu. Mais le Kazakhstan n'est ni la Suisse ni le Luxembourg : c'est un pays qui n'a jamais connu la liberté et n'a aucune expérience historique de la démocratie et de l'Etat de droit. Un pays qui a été longtemps occupé et opprimé par la

Russie. Un pays caractérisé par de grandes inégalités économiques et sociales qui ne peuvent être corrigées en six mois. Un pays qui a montré, en janvier, que les tensions y étaient fortes entre ceux qui veulent le changement et ceux qui ne souhaitent que voir se perpétuer le régime des prébendes, de la concussion et du népotisme. Des tensions qui, à tout moment, peuvent tout faire basculer et tout remettre en cause. Et l'on voudrait que ce pays parcoure en quelques semaines ou quelques mois le long chemin vers la démocratie qui, en Europe (et dans des conditions nettement plus favorables), nous a coûté des siècles d'efforts pour un résultat dont nous savons bien qu'il est encore imparfait ?

Pour rendre les réformes définitives et leur permettre de donner tous leurs fruits, le Président Tokayev a besoin d'une nouvelle légitimité et il l'obtiendra probablement.

Après, il pourra accélérer la cadence, car il sait qu'il n'a pas devant lui des siècles mais quelques années seulement, et que l'histoire et son peuple le jugeront sur la réalisation de ses promesses. Et parce qu'il connaît certainement ce proverbe russe : « Sur une glace mince, il faut marcher vite ».

©ESISC

Contact : Claude MONIQUET

[Claude.moniquet@esisc.org](mailto:Claude.moniquet@esisc.org)

[www.esisc.org](http://www.esisc.org)

+32 478 288 812